

## **Christian Nguyen (Tête de liste NPA sur la région Massif Central-Centre)**

Bonjour,

J'ai eu ce texte par Nature et Progrès et nous pouvons être en grande partie d'accord. Nous vous faisons donc cette réponse partielle en vous en souhaitant bonne réception.

Quelques remarques :

Sur l'axe 1 achat de foncier en périphérie urbaine surtout pour le maraîchage, développement des formations autour des nouvelles techniques agro écologiques en particulier dans les formations agricoles (lycées). Dissuader l'agrandissement, c'est bien, mais il faudrait parler du positionnement des CDOA départementales et des syndicats majoritaires dans ces structures.

Sur l'axe 2 politique de l'eau, oui mais Service Public de l'eau. Remettre en place et développer les jardins ouvriers.

Sur l'axe 3 interdiction des OGM bien sur, mais l'interdiction des pesticides et des engrais ne se décrètera pas de la même façon, il passe par le soutien et le développement des agricultures durables et en particulier de la Bio.

Que sont l'Institut européen public et indépendant et les Systèmes Participatifs de garantie ?

L'agriculture concerne l'ensemble de l'humanité: sa vocation première est de nourrir le monde.

Parmi les 3 milliards d'être humains qui vivent de l'agriculture dans le monde, 800 millions survivent aujourd'hui avec moins de 1 \$ par jour. Le plus grand plan social de l'histoire, en France, comme en Europe, concerne l'agriculture. En Europe c'est une ferme qui disparaît toutes les 2 minutes et en France ce sont 200 000 paysannes et paysans de moins en 15 ans. La moitié d'entre eux vivent avec des revenus dérisoires (la moitié des producteurs français ont un revenu inférieur au SMIC; 1/4 ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté)

C'est cette Politique Agricole Commune au service des agrimanagers et des industriels, qui a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau, accentué la dépendance aux énergies fossiles et la contribution au réchauffement climatique, produit des aliments nocifs pour la santé, désertifié les campagnes, volé le travail des producteurs et a mis en concurrence les agriculteurs du nord et du sud.

Ce constat là, c'est le véritable "bilan de santé de la PAC".

C'est cette politique capitaliste et productiviste qui a créé des rentes pour les riches exploitants, en découplant les productions par l'instauration des DPU. Ceux ci accélèrent la course au foncier (plus on a de terre plus on perçoit de subventions) et grave dans le marbre les inégalités. Tous les aménagements réalisés à cette politique agricole, vont dans le même sens. A chaque fois, ce sont des réponses marchandes qui sont données, qui ne peuvent répondre aux problèmes environnementaux et sociaux actuels. L'interdiction des OGM, «dans les champs comme dans les assiettes» reste pour nous une priorité, car c'est un outil de domination des multinationales sur les paysans, sur le vivant et dont on ne peut connaître les risques sanitaires et écologique (faute d'une recherche publique réellement indépendante et sous contrôle de la population)

Plus qu'une autre PAC, il est urgent de changer de CAP !

- En « recouplant » et en plafonnant les subventions par actif (c'est à dire par travailleur) avec une bonification pour les agricultures respectueuse de l'être humain et de l'environnement (norme sociale et environnementale), cela permettra l'arrêt de la course sans fin à la «chasse aux terres» véritable fléaux

pour l'installation et la répartition du foncier.

- En répartissant le foncier qui reste un combat principal car c'est la base de la problématique : des terres volés par les multinationales partout sur la planète (en Afrique, en Amérique du Sud ou dans les pays impérialistes), aux cumulards agricapitalistes qui se gavent de subventions et spéculent sur les denrées alimentaires. Nous soutenons toutes les luttes paysannes qui un peu partout se battent pour le droit d'usage de la terre ("la terre à ceux qui la travaillent")
- En soutenant les expériences d'autogestion de la production, de la transformation et de distribution : coopératives, AMAP, circuits courts.
- En prévoyant des mécanismes de reconversion pour les travailleurs dans les industries de l'agrochimie, de l'agroéquipement, de l'agroalimentaire et dans la grande distribution.
- En maîtrisant la production afin de stopper la concurrence entre différentes zones: pour qu'en Europe comme dans le reste du monde une politique de souveraineté alimentaire puisse enfin exister.

*cf texte principe fondateur :*

Notre projet c'est : des paysans et des paysannes nombreux, vivant de leur travail produisant une nourriture de qualité, dans une campagne vivante et respectueuse de son environnement !